

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/CTE/W/128
29 novembre 1999

(99-5134)

Comité du commerce et de l'environnement

ACCORDS ENVIRONNEMENTAUX MULTILATÉRAUX (AEM): ÉVOLUTION RÉCENTE

Note du Secrétariat

I. INTRODUCTION

1. La présente note vise à informer les membres du Comité du commerce et de l'environnement (CCE) des faits intervenus récemment dans le cadre de deux accords environnementaux multilatéraux:

- La Convention sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable dans le cas de certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international. La sixième session du Comité de négociation intergouvernemental (CNI) s'est tenue du 12 au 16 juillet 1999 à Rome (Italie). La septième aura lieu en septembre-octobre 2000 à Genève (Suisse). Des renseignements sur cet accord ont été communiqués au CCE par le Secrétariat du PNUE, substances chimiques (RISCPT), à la séance d'information du 23 juillet 1998 avec les Secrétariats des accords environnementaux multilatéraux.¹
- Le projet d'instrument international juridiquement contraignant aux fins de l'application de mesures internationales à certains polluants organiques persistants (POP). Le Comité de négociation intergouvernemental a tenu sa troisième session du 6 au 11 septembre 1999 à Genève. La quatrième aura lieu du 20 au 25 mars 2000 à Bonn (Allemagne). Des renseignements, portant sur les substances chimiques, les pesticides et les sous-produits de la Liste POP, et des indications sur l'objectif du projet d'instrument ont été communiqués au CCE par le Secrétariat du PNUE, substances chimiques (RISCPT), à la séance d'information du 23 juillet 1998 avec les Secrétariats des accords environnementaux multilatéraux.²

II. CONVENTION SUR LE CONSENTEMENT PRÉALABLE DONNÉ EN CONNAISSANCE DE CAUSE (PIC)

2. La Convention PIC est un nouvel accord environnemental multilatéral, négocié sous les auspices du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

¹ À ce sujet, les Membres peuvent consulter le document WT/CTE/W/91 (20 juillet 1998).

² À ce sujet, les Membres peuvent consulter le document WT/CTE/W/91 (20 juillet 1998), section II.

3. Le texte définitif de la Convention a été mis au point à la cinquième session du CNI³ et adopté à une conférence de plénipotentiaires le 10 septembre 1998 à Rotterdam (Pays-Bas). La Convention a été ouverte à la signature au Siège de l'ONU à New York du 12 septembre 1998 au 10 septembre 1999 et entrera en vigueur lorsqu'elle aura été ratifiée par 50 États. Comme ce n'est pas encore le cas, elle est appliquée à titre provisoire par l'intermédiaire du CNI. Lors de la sixième session du Comité, 63 pays l'avaient signée. À cette sixième session du CNI, il n'y a pas eu de faits nouveaux relatifs au commerce.

III. PROJET D'INSTRUMENT RELATIF AUX POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS (POP)⁴

A. CERTAINS ARTICLES FIGURANT DANS LE PROJET DE TEXTE PRÉLIMINAIRE⁵

4. Le paragraphe 1 de l'article D a été révisé à la troisième session du CNI. D'après le paragraphe 46 du rapport de cette session, "[P]lusieurs représentants se sont déclarés favorables à une interdiction des importations et des exportations de polluants organiques persistants. Certains représentants ont souligné que le projet d'article D devait être conforme aux dispositions pertinentes des traités en vigueur sur le commerce international. La même observation a été faite à propos des traités sur l'environnement, en particulier les Conventions de Rotterdam et de Bâle. De nombreux représentants ont soutenu qu'une dérogation devait être prévue pour les mouvements transfrontières de polluants organiques persistants destinés à être détruits ou éliminés, étant entendu que de tels mouvements seraient effectués d'une manière écologiquement rationnelle."

ARTICLE D: MESURES PROPRES À RÉDUIRE LES REJETS OU À Y METTRE UN TERME

Interdiction de la production et de l'emploi de certains polluants organiques persistants

1. [Pour autant qu'elle ait accès à une assistance financière et technique,] chaque Partie [interdit] [interdit [et] [ou] prend [d'autres] [les] mesures juridiques qui s'imposent pour éliminer] [prend les mesures juridiques qui s'imposent pour éliminer] la production [, l'importation, l'exportation] et l'emploi des substances chimiques inscrites à l'annexe A (Élimination), conformément aux dispositions de ladite annexe.

³ Pour le texte de la Convention, qui peut être consulté au Secrétariat de l'OMC, se reporter au document UNEP/FAO/PIC/INC.5/3 (17 mars 1998). Les Membres peuvent aussi consulter le document WT/CTE/W/86 (8 juillet 1998) pour certains articles de cette convention qui peuvent les intéresser.

⁴ Pour le rapport des première, deuxième et troisième sessions du CNI, voir les documents UNEP/POPS/INC.1/7, UNEP/POPS/INC.2/6 et UNEP/POPS/INC.3/4 respectivement, qui peuvent être consultés au Secrétariat de l'OMC.

⁵ Deux articles (J et K) visant respectivement l'assistance technique et les ressources et mécanismes financiers doivent encore être élaborés. Dans le rapport de la troisième session, on peut lire aux paragraphes 87 et 89: "Quelques représentants ont estimé que les systèmes de financement bilatéraux, multilatéraux et régionaux existants pourraient être initialement utilisés, mais qu'un nouveau mécanisme devrait être créé une fois l'instrument entré en vigueur ... Certains représentants ont accueilli favorablement la proposition selon laquelle le FEM, en l'espèce, devrait servir de mécanisme de financement. D'autres représentants et des groupes régionaux se sont demandé si le FEM était en mesure de s'acquitter de ce rôle."

Le Groupe d'étude de la mise en œuvre établira une proposition de texte consolidé des articles J et K pour examen à la quatrième session. Aucun des autres articles évoqués dans le document WT/CTE/W/112 (10 mai 1999) n'a été révisé à la troisième session du CNI.

[1*bis*. Chaque Partie veille à ce que, une fois leur production et leur emploi interdits, les substances chimiques inscrites à l'annexe A ne soient plus ni importées ni exportées, sauf en vue de leur [destruction] [ou] [élimination] dans le respect de l'environnement.]
